

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Aux ordres de Moscou (*Varine*). — Nouvelle période, nouveaux problèmes (*L. Trotsky*). — Une lettre de Jean Longuet à Lénine. — Education Révolutionnaire (*Eden et Cedar Paul*). — Loyauté des Reconstructeurs.

Les Relations entre Républiques Soviétistes (*Ch. Rakovsky*). — O. Ker arrêté. — Chronique Internationale : Tchéco-Slovaquie (*L. Revo*). — La Vie Economique en Russie (*Ivan*). — Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. — Documents divers.

## Aux ordres de Moscou ?

Charles Rappoport a opportunément rappelé, dans sa *Revue Communiste*, les circonstances dans lesquelles fut votée la fameuse résolution d'Amsterdam, dont les dissidents se réclament et qu'ils opposent aux thèses de Moscou. Depuis 1904, les réformistes accusaient les révolutionnaires de s'être soumis à l'influence allemande parce que la prépondérance incontestable de la social-démocratie dans l'Internationale avait imposé à tous les partis affiliés une charte qui représentait, lors du Congrès d'Amsterdam, un progrès sur la politique opportuniste de la plupart des partis. Depuis le Congrès de Moscou de 1920, les réformistes accusent les communistes de s'être soumis à la tutelle russe, le Parti bolchevik ayant fait prévaloir dans la nouvelle Internationale des thèses qui représentent un énorme progrès sur la charte d'Amsterdam. Après l'Internationale « allemande », voici l'Internationale « russe ».

En fait, la nouvelle Internationale n'est pas plus russe que l'ancienne n'était allemande. Mais les procédés de polémique des réformistes varient peu. Leur imagination stérile ne leur fournit guère de raisons pour expliquer leur discrédit et pourquoi le prolétariat militant se détourne des charlatans de l'opportunisme. Les anathèmes contre la « dictature moscovite » leur tiennent lieu d'argumentation.

Il n'est pas niable que le Parti communiste russe exerce dans l'Internationale Communiste une influence prépondérante. Mais si jamais influence a été légitime, c'est bien celle-là.

Quel Parti socialiste pourrait prétendre à la reconnaissance du prolétariat comme le Parti bolchevik ? Quel parti a consenti à la révolution la même somme de sacrifices ? Quel parti peut présenter des militants comparables aux dirigeants du mouvement révolutionnaire russe ? Quel parti a acquis les connaissances, l'expérience, la pratique du Parti communiste de Russie ?

Avant la guerre, le Parti social-démocrate ouvrier (bolchevik) avait déjà les titres les plus sérieux à un rôle de premier plan. Il était à l'avant-garde dans l'action révolutionnaire du prolétariat russe et dans l'Internationale ouvrière. Il avait subi l'épreuve des répressions, des persécutions tsaristes, il s'y était trempé. Il avait acquis la science du travail politique souterrain, s'était adapté à la fois aux nécessités de l'action occulte et aux besoins de l'action en masse. Son principal théoricien, Lénine, discernait déjà dans les méthodes de la deuxième Internationale les ferments de désagrégation et les podromes de faillite. Au Congrès de Stuttgart, il avait, avec Rosa Luxembourg, fait adopter le mot d'ordre qui prescrivait aux Partis socialistes de mettre à profit les circonstances de guerre pour agiter les couches profondes du prolétariat et précipiter la chute de la domination capitaliste. Mais les contradictions qui paralysaient l'action de l'Internationale n'ont pas permis de le suivre. Pendant la guerre, il fut le premier parti, et le seul, qui sut adopter dès le premier jour l'attitude d'irréductible opposition à la guerre et au régime capita-

liste. Il fut l'âme des conférences de Zimmerwald et de Kienthal, et il fut encore le premier, et le seul, à prévoir par delà Zimmerwald et Kienthal la formation d'une nouvelle Internationale, la troisième, et à travailler à son avènement. C'est autour de lui que se groupèrent Allemands et Serbes, Hollandais et Suisses, Bulgares et Italiens, Polonais et Scandinaves, qui constituèrent la première phalange de l'Internationale nouvelle.

Avec la révolution russe, le Parti bolchevik est entré dans l'histoire comme l'artisan essentiel de la première victoire durable du prolétariat. Relevant le flambeau tombé des mains débiles des Communards parisiens, il a pris la tête du plus puissant mouvement des masses que les annales de l'humanité aient enregistré, et il lui a donné la direction intelligente sans laquelle il se fût brisé contre les remparts du capital. Depuis 1917, son histoire est l'histoire même de la révolution russe. Il s'identifie littéralement à la révolution. Ses hommes sont toujours au premier rang dans la lutte contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, dans le quotidien combat que livre la société naissante contre la société déclinante. Ses chefs ont ajouté au savoir acquis pendant les années de prison ou d'exil, l'expérience que peut donner seule la vie d'une révolution. Leur abnégation héroïque et leur mérite intellectuel comme leur valeur morale leur confèrent le plus légitime des prestiges. Le prolétariat mondial, de même que les ouvriers et les paysans russes, a trouvé en eux des guides éprouvés. Car leur horizon n'est pas limité par les frontières de la Russie : leur regard embrasse les deux continents et il n'est pas une de leurs pensées, pas un de leurs actes qui ne s'inspirent à la fois des intérêts du peuple russe et de ceux de tous les peuples.

Le mouvement instinctif de l'avant-garde prolétarienne révoltée des trahisons de ses pseudo-leaders leur doit sa conscience claire, sa vision nette, sa doctrine. L'élite des combattants de la Révolution leur est redevable de précieux enseignements. Grâce à eux, la pensée communiste s'est enrichie de connaissances nouvelles, la « littérature » communiste s'est accrue d'œuvres qui survivront longtemps aux générations d'aujourd'hui. Des livres comme *l'Etat et la Révolution*, de Lénine, et *Terrorisme et Communisme* de Trotsky, sont dignes d'être rangés à côté des ouvrages de Marx et d'Engels. Hommes d'études et hommes d'action, savants et lutteurs, ils ont pris dans *l'Internationale des réalisations révolutionnaires* la place qui leur était due, que nul autre qu'eux ne saurait tenir.

La suprématie spirituelle des communistes russes dans l'Internationale est l'inévitable conséquence de leur supériorité. Ceux qui

sauront s'élever au niveau de leur valeur ne trouveront pas en eux des concurrents, mais des collaborateurs. Ceux qui sauraient les surpasser feraient de ces maîtres des disciples.

Mais cette autorité intellectuelle des bolcheviks, résultant d'une sorte de phénomène de sélection naturelle, ne ressemble en rien à la « dictature moscovite » que les dissidents du Parti français se plaisent à évoquer. Les leaders de l'Internationale Communiste sont trop réalistes pour méconnaître la nécessité du développement original des mouvements communistes nationaux. Si la pensée est une, si les principes sont les mêmes pour tous, si les devoirs sont communs et la solidarité réciproque, la pratique est infiniment variée, souple, opportune, et s'adapte, suivant la plus pure inspiration marxiste, aux conditions économique-politiques des divers milieux. Ceux-là seuls qui ont l'âme servile et la mentalité d-laquais peuvent prêter à des révolutionnaires le goût de conformer leurs actes aux ordres de soi-disant maîtres et non aux injonctions de leur conscience.

Les contre-révolutionnaires du *Populaire*, de la *Freiheit*, de l'*Arbeiter Zeitung*, de la *Sentinelles*, serviteurs zélés de la bourgeoisie, se sont donné le mot pour accuser les communistes internationaux d'être « aux ordres de Moscou ». Mais en même temps, ces maîtres insistent lourdement sur les inévitables divergences de vues qui surgissent entre le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et certains partis affiliés, sans comprendre l'énormité de la contradiction qu'ils présentent. Aux ordres de Moscou, ces partis communistes de gauche qui repoussent le parlementarisme et contre lesquels Lénine dans son dernier ouvrage, *La maladie infantile du Communisme ? Aux ordres de Moscou* les syndicalistes révolutionnaires pour qui le syndicat prend le pas sur le Parti Communiste ? Aux ordres de Moscou, le Parti Communiste allemand qui s'oppose à l'entrée du K. A. P. D. dans la 3<sup>e</sup> Internationale ? Aux ordres de Moscou, ces Hollandais, ces Suisses, qui ont renforcé contre l'avis de certains Russes les conditions d'entrée dans l'Internationale Communiste ? Aux ordres de Moscou, le Parti socialiste français qui a adapté aux conditions de ce pays les thèses et les conditions du 2<sup>e</sup> Congrès international ? Les auxiliaires des gouvernants bourgeois et de la police internationale qui avancent cette affirmation mentent effrontément et ils le savent. Mais ils ont toute honte bue et aucune infamie ne leur répugnera désormais. Sur la pente de la trahison, ils rouleront jusqu'au bout. Il est visible que les lauriers sanglants de Noske les empêchent de dormir.

VARINE.

# Nouvelle période, nouveaux problèmes

## I

Deux ordres de questions dominent actuellement l'attention du Parti Communiste : la démocratie ouvrière et l'organisation économique.

Le mot de démocratie, qui désigne un régime politique bien déterminé, est employé de façon absolument impropre dans le cas présent pour désigner un régime assurant l'action directe des masses laborieuses dans les organes politiques, professionnels et administratifs. Cet abus de langage peut même donner lieu à des malentendus, surtout à l'étranger, où les mencheviks et les kautskiens essayeront de profiter de la terminologie fautive de nos discussions intérieures pour en tirer avantage. Néanmoins, comme le mot de démocratie, faute d'autre, est déjà entré dans l'usage, il nous suffit de bien nous souvenir nous-mêmes et de rappeler aux autres qu'il ne s'agit pas de cette démocratie formelle où tout un rituel complexe et minutieusement étudié prétendait exprimer la souveraineté des masses, la responsabilité des têtes devant le peuple, etc., etc., et ne faisait en réalité que déguiser la dictature intéressée d'une minorité d'exploiteurs sur la majorité laborieuse. Par démocratie ouvrière ou soviétiste, nous entendons la participation réelle et de plus en plus large des travailleurs à la construction de la société nouvelle. C'est précisément cette action positive des masses, guidée par l'unité de buts, qui comble dans la pratique la distance existant entre les éléments avancés et les éléments retardataires de la classe laborieuse.

Si, néanmoins, il est apparu nécessaire de faire usage du terme de démocratie ouvrière et de ne plus se contenter de la dénomination générale de régime soviétiste, la cause en est que, pendant ses trois ans passés d'existence, le régime soviétiste a été forcé, par les circonstances extérieures, et aussi en partie intérieures, tantôt de se rétrécir, tantôt de s'élargir, réduisant parfois au minimum la participation directe des organes soviétistes les plus larges à la décision des questions les plus importantes. En se bornant ainsi lui-même temporairement, le régime soviétiste, qui en tout et partout est le régime non de la forme, mais du fond, montrait son extraordinaire vitalité et son extrême souplesse. Le rétrécissement des organes soviétistes, opéré sous la direction du Parti Communiste, fut conditionné par la difficulté exceptionnelle de notre situation militaire et extérieure, et il ne put avoir lieu et se maintenir que parce que notre Parti, dans sa masse, en comprit le sens et la nécessité et le réalisa consciemment.

Mais précisément pour cette raison, aussitôt que la question du front, c'est-à-dire la question de vie ou de mort pour la République soviétiste cessa d'être suspendue sur le pays, notre Parti se rendit immédiatement compte qu'il fallait dès maintenant connaître nos forces et nos ressources intérieures et les grouper pour résoudre les problèmes du moment. Si la question de vie ou de mort réclamait à une certaine époque le maximum de concentration de la volonté du Parti et de l'Etat la question de l'existence ultérieure de la Russie

soviétiste ne peut être résolue que par le maximum d'activité du parti par le maximum de liaison entre lui et les masses, en tenant compte de leur expérience et de leur pensée, en utilisant les forces créatrices et l'initiative de millions d'ouvriers et de paysans.

Dans cette succession de deux périodes se trouve l'essence de cette question de la démocratie ouvrière qui est placée aujourd'hui à l'ordre du jour. Il ne s'agit aucunement de reviser le règlement du Parti ni la Constitution soviétiste. Notre règlement est déjà entièrement pénétré par l'esprit du centralisme démocratique ; les formes, les méthodes et les procédés de la direction centralisée par le haut sont déterminées d'en bas par le Parti lui-même. Aujourd'hui, le Parti veut seulement rendre son contrôle sur ses élus plus immédiat, plus actif, plus « massif ».

L'expression extérieure de cette démocratie ouvrière vivifiée, ce doit être et c'est déjà la fréquence plus grande des assemblées générales, devant lesquelles sont portées toutes les questions fondamentales, une plus large application du principe électif, plus de critique intérieure, plus de discussion, un examen plus direct et plus étendu des questions dans la presse, etc., etc. Voilà le programme qui guidera notre prochain Congrès.

## II

Mais la démocratie ouvrière, comme je l'ai dit, est une démocratie de fond et non de forme. Les assemblées, les discussions, les conférences, les congrès, les élections, ne sont en fin de compte que les formes servant à élaborer et à exprimer la pensée et la volonté des masses. Mais quel sera le contenu de ces formes ? Quels sont les questions et les problèmes qui doivent aujourd'hui être au centre de l'attention de notre Parti, et par suite de nos réunions, de nos discussions, de nos conférences et de nos élections ? La chose est évidente : ce sont les questions économiques.

Cela ne veut pas dire seulement que les colonnes de nos journaux et toutes nos assemblées, politiques et autres, seront remplies de considérations sur le plan économique unique, sur les concessions, sur la régularisation par l'Etat de la culture rurale, etc. En effet, pareille mobilisation politico-littéraire de l'opinion publique à propos de toutes sortes de questions, entre autres les questions économiques, existe aussi dans la démocratie bourgeoise. Le problème est plus profond. Ce qu'il faut, c'est regrouper intérieurement les forces de la démocratie soviétiste et refaire son éducation en vue de l'activité économique. Ce n'est pas la première fois que nous sommes obligés, pour nous adapter aux circonstances et aux nécessités du moment de refaire notre éducation. Ces trois dernières années ont été presque entièrement une époque de problèmes militaires, de méthodes militaires, d'éducation militaire. Le Parti Communiste éduquait dans chacun de ses membres la volonté de vaincre, mais mieux encore, il groupait, il sélectionnait, il élisait ses militants en se guidant d'après les besoins dévorants du front. Cette reconstruction militaire de notre Parti, sans toucher

à son fond communiste, est un des plus grands miracles de l'histoire.

Mais cette éducation de notre démocratie à la fois ouvrière et militaire (car à la base de notre édifice militaire était malgré tout l'initiative active, quoique limitée dans son expression extérieure, de la masse ouvrière), ne fut qu'un épisode transitoire en comparaison de l'époque nouvelle d'éducation économique dans laquelle nous entrons. La construction de l'économie socialiste est en réalité un regroupement et une éducation bien définie des hommes en faveur de la production. Même le meilleur des communistes, en tombant dans une unité mauvaise et faible, était bien souvent noyé et emporté par la vague de panique. Il ne suffit pas d'avoir la volonté de vaincre, il ne suffit pas non plus d'avoir la volonté de produire : il faut certain savoir-faire, certains procédés individuels et collectifs, il faut un certain groupement des hommes, qui se réalise et se perfectionne par l'action économique elle-même. Sans doute l'expérience acquise par des dizaines de milliers de communistes à l'armée trouvera, comme elle l'a déjà trouvée, son application dans la vie économique ; mais cette habitude de travailler en grand, cette compréhension du rôle et de l'importance de l'action concertée des masses, cette rapidité et cette exactitude d'exécution, ce sentiment de la responsabilité, doivent s'adapter aux caractères et aux exigences de la production. Le but de l'éducation à faire est infiniment plus large, plus profond et plus colossal que celui de l'éducation militaire. L'armée a pris des millions d'hommes pour quelques années, le travail économique embrasse des dizaines et des centaines de millions d'hommes et exige d'eux le maximum d'efforts pendant toute une époque de l'histoire.

Pour diriger l'éducation économique de ces millions d'hommes (la propagande pour la production n'est qu'un des aspects de cette action), le Parti Communiste doit avant tout se rééduquer lui-même. A première vue, il peut sembler que la classe ouvrière étant précisément la classe de la production, cette éducation doit être facile pour tous les ouvriers. Mais c'est là une profonde erreur. Les masses ouvrières sont habituées à l'automatisme, mais jamais sous le capitalisme elles n'ont pu appliquer à la production leur pensée active et leur volonté. Aujourd'hui, les circonstances leur ont même enlevé cet automatisme. Quant à l'avant-garde des ouvriers, elle a toujours visé elle-même et elle s'est efforcée d'amener les masses à la lutte active contre le système capitaliste de production. Sosnovski a absolument raison de dire quelque part que l'action clandestine, la révolution et la guerre civile ont été en un certain sens, et pour une certaine période, une fort mauvaise préparation à la production non seulement pour les masses, mais avant tout pour l'avant-garde elle-même. L'ouvrier producteur, c'est celui qui aborde son instrument, son établi, son usine, son exploitation, du point de vue de la bonne organisation du travail, de l'agencement scientifique de la production, de l'augmentation du rendement. Il enseigne à la masse, par la parole ou par l'exemple, que son intérêt de consommateur ne peut être satisfait que dans le domaine de la production. Le désir de supprimer la faim, le froid, les épidémies et l'ignorance, doit se changer chez les travailleurs en une volonté consciente d'élever leur travail à la hauteur nécessaire. Les formes d'organisation doivent être appréciées avant tout du point de vue

de la production. Le producteur, l'organisateur, le bon économiste, doivent avoir un poids exceptionnel dans la confiance des travailleurs des villes et des villages.

Dans ce travail fondamental et décisif consistant à faire l'éducation économique des masses et à sélectionner les ouvriers producteurs pour les mettre à la tête, la première place doit appartenir aux syndicats. C'est aujourd'hui seulement, après la suppression des fronts et l'entrée du pays dans la grande route économique, que nos fédérations productrices voient s'ouvrir devant elles un véritable champ d'action. C'est seulement aujourd'hui que les syndicats peuvent réaliser leur vraie vocation dans un Etat ouvrier et devenir des organisations groupant les travailleurs non point seulement par branches de production, mais pour la production, et jouant un rôle véritablement directeur dans cette production. Cela suppose que ces syndicats, depuis leurs premiers échelons, sont pénétrés du point de vue de la production et sélectionnent les hommes en partant de ce même point de vue.

Le Parti Communiste a formé l'ouvrier-champion de la cause prolétarienne, dans la vie quotidienne, dans les moindres détails de son existence à l'usine ; il a éveillé en lui la conscience de classe, la haine des exploités et des exploitations ; il a sans relâche élargi son horizon et trempé sa volonté. Il lui a appris à être intransigeant non seulement envers les traitres, mais aussi envers les hésitants. En faisant cela, le Parti Communiste s'est créé lui-même.

Il a formé, dans ces deux ou trois années dernières, l'ouvrier commandant, commissaire ou soldat rouge. Il a joint le désir de la victoire révolutionnaire à un certain système militaire ; il a surmonté le préjugé étroit de l'armée de partisan, il a élargi la conscience du communiste de l'armée rouge jusqu'aux problèmes gouvernementaux et internationaux.

Aujourd'hui, il lui faut créer, former et pousser dans l'action le type du producteur économique et du constructeur de la Russie communiste. De par sa nature, ce travail doit et peut s'accomplir en faisant un appel infiniment plus large aux masses que pour le travail militaire. Le but ne consiste pas seulement à trouver et à sélectionner des milliers et des dizaines de milliers de militants pour renforcer nos syndicats et nos organes d'administration économique ; c'est là une partie très importante du problème, mais ce n'est qu'une partie ; il faut, et c'est le fond de la question, apprendre à la masse à porter elle-même ses militants aux postes directeurs et à les soutenir dans notre tâche fondamentale, qui est d'augmenter les ressources matérielles du pays. La question des nominations occupera d'autant moins de place, et dans la pratique et dans les discussions, que les syndicats seront plus profondément pénétrés eux-mêmes et pénétreront la masse du critère économique.

Voilà ce qui doit faire l'objet de l'attention de l'avant-garde ouvrière. Si notre situation internationale crée des conditions plus favorables pour le développement de la démocratie ouvrière les exigences économiques intérieures et tout le sens du régime soviétiste veulent que notre démocratie soit une démocratie productrice. Alors on pourra dire que l'Etat soviétiste est en voie de devenir la société communiste.

L. TROTSKY.

# Une lettre de Longuet à Lénine

Nous avions depuis près d'un an dans nos papiers le texte d'une lettre grotesque de Longuet à Lénine. Par une indulgence excessive que nous avons trop longtemps accordée au directeur du Populaire, nous avions gardé le silence sur cette rare manifestation de platitude, de basse flagornerie et de jésuitisme. Nous ne le regrettons pas. Avec une année de recul, une année seulement, les incongruités de cette lettre prennent un relief exceptionnel... Les récentes vilaines dont Longuet s'est rendu coupable nous autorisent à régaler nos lecteurs de ce morceau, où le bonhomme se retrouve entier : bête et méchant. Nous aurions trop beau jeu à discuter les assertions saugrenues dont sa lettre est tissée ; nous ne nous donnerons pas cette peine. La lettre se suffit à elle-même, elle suffit à réduire le Longuet à ses vraies proportions. Nous constaterons simplement que jamais « les gens » dont il parle n'ont daigné faire allusion à Longuet dans aucune correspondance destinée à Lénine, et que celui-ci ayant depuis 1914 considéré Longuet comme un représentant de la bourgeoisie, n'a eu besoin d'aucun renseignement de « ces gens » pour se faire une conviction que les événements ont justifiée. Et nous observerons que les communistes français, solidaires de Lénine, n'ont jamais envoyé à celui-ci de plaidoyer pro domo comme celui de Longuet, lequel a le toupet de nous présenter comme « aux ordres » de Moscou et de nous imputer un servilisme qu'on chercherait en vain dans nos rapports avec nos camarades russes et dont Longuet est le seul à faire preuve. Nous conseillons charitablement à notre contempteur de se garder, à l'avenir, de nous calomnier comme il l'a fait jusqu'à ce jour, à moins qu'il lui plaise d'obtenir de nous des « surprises » comme celle d'aujourd'hui. Ce n'est pas nous qui désirons le rencontrer sur ce terrain-là — V.

Paris, 9 janvier 1920.

Cher Camarade Lénine,

Notre ami L... X... (1) dont vous savez quel est le dévouement à la cause de la République des Soviets de Russie, vous remettra cette lettre en même temps que le numéro du Populaire qui contient ma réponse à la lettre signée de votre nom qui vient de paraître dans la Vie Ouvrière, de Monatte. J'espère que vous ne serez pas froissé de la vivacité de certains termes que j'ai employés. Je crois qu'ils sont pleinement justifiés par l'injustice fondamentale des attaques que vous m'adressez et qui font la joie de tous les ennemis de la Révolution bolchevique en France. Je ne les attribue d'ailleurs qu'au manque de renseignements exacts dont vous êtes victime et aux calomnies (!) que vous adressez contre nous une poignée de gens qui ne comptent pas (!!) n'exercent aucune influence (!!!) et ont toujours été incapables de vous rendre le moindre service, sérieux (!!!!). Interrogez d'ailleurs à cet égard Kemerer aussi bien que Litvinov et vous serez fixé (2).

Après tout ce que nous avons fait depuis deux

(1) Nous supprimons naturellement le nom du messager bienveillant.

(2) Kemerer a répondu catégoriquement à cette invocation de son témoignage en rendant hommage à la clairvoyance et au courage de... Lorient. (Voir le Bulletin Communiste, n° 15.)

ans pour sauver la République russe par une action ininterrompue que notre journal *Le Populaire* a été seul à entreprendre pendant de longs mois, alors que cette action nous a valu les outrages, les calomnies, les menaces de mort de nos ennemis de classe, il est vraiment pénible de vous voir non seulement nous préférer (*sic*) des gens qui n'ont jamais rien fait d'utile pour vous, mais encore de les servir dans leurs campagnes impuissantes et stériles (*sic*). Il est facile de qualifier les gens « d'opportunistes ». Où et quand avons-nous, dans la majorité présente du Parti qui va depuis Mistral et Pressemane et Cachin jusqu'à Paul Faure, Verfeuil et nos meilleurs amis de province, défendu un point de vue « opportuniste » ? Là encore, je vous en prie, consultez Kemerer (1) qui a vécu de près nos luttes et connaît les difficultés du mouvement socialiste en France.

Il y a en tout cas quelque chose que je tiens à relever tout particulièrement dans votre lettre parce que cela ne s'explique de votre part, que par les renseignements absolument faux qui ont dû vous être fournis. C'est quand vous dites que, avec Merrheim, j'ai « trompé le prolétariat par des subterfuges » le 21 juillet dernier. Ou cette phrase ne veut rien dire, ou elle signifie que je suis en quoi que ce soit responsable de l'échec de la grève générale de 24 heures qui avait été organisée pour le 21 juillet sous forme de grève générale. Notre camarade Ramsay MacDonald nous avait prévenu que nous ne pouvions compter sur la participation à la grève du prolétariat britannique, celui-ci n'étant pas disposé à porter sur le terrain politique le mouvement de grève. En revanche, et conformément aux décisions antérieures de la Confédération Générale du Travail, j'ai indiqué que le prolétariat français me paraissait prêt à participer à ce mouvement.

Dès mon retour à Paris, je me suis employé, avec tous nos camarades de la majorité actuelle du Parti, à préparer la réussite de la démonstration. Nous nous sommes heurtés évidemment à la mauvaise volonté des dirigeants de la droite de la C. G. T., qui, à l'exception de Jouhaux, dont l'attitude fut parfaitement loyale, ne firent rien pour le succès du mouvement. La bourgeoisie redoubla alors ses menaces et ses procédés de chantage. Je fus, pour ma part, expulsé d'Angleterre, au moment où j'allais au Congrès de Southport pour exposer aux organisations britanniques les raisons de notre action. Tous les jours, j'étais menacé d'arrestation et d'attentat (!!) Finalement, dans les conditions que vous savez, et sans que nous ayons été en quoi que ce soit consultés, la C. G. T. décidait « d'ajourner le mouvement ». Je n'ai pas dissimulé à ce moment mon indignation, et j'ai écrit ultérieurement dans *l'Humanité* que ce « lâchage » était dans une large mesure responsable de l'égoïsme de la République des Soviets de Hongrie.

Prétendre, dans ces conditions, que j'ai une responsabilité quelconque dans ce qui est survenu

(1) L'article de Kemerer déjà signalé rétorque à son tour l'insolente affirmation de Longuet. (Bulletin Communiste, n° 15.)

malgré moi, montre simplement quelle est la loyauté et l'honnêteté des gens qui vous renseignent. (*Encore !*) Ce sont d'ailleurs les mêmes qui vous ont sans doute fait croire que le *Titre Censuré*, dont le directeur est un individu malpropre, suspect de relations avec la police, qui a été chassé du *Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale*, était un bolchevik authentique, dont l'organe pouvait le moins du monde vous servir (1).

Je vous en prie, cher camarade Lénine, ne jugez plus les choses de France sur des éléments d'appréciation pareils. Surtout, voyez qui est-ce qui vous défend ici d'une manière sérieuse et efficace. C'est évidemment le chef-d'œuvre de la politique de Clemenceau et de Lloyd George d'être parvenus, par leur blocus, à nous isoler tellement les uns des autres que vous puissiez être amené à juger si mal les choses de France.

Croyez d'ailleurs que ces malentendus, si pénibles qu'ils soient, ne diminuent en rien notre admiration passionnée pour l'œuvre que vous poursuivez au milieu de difficultés surhumaines. Nous avons tous applaudi avec enthousiasme aux récentes victoires de l'Armée rouge en Sibérie et

(1) On sait que l'erreur de nos camarades russes quant à ce personnage et sa feuille n'est imputable qu'à un article d'un rapatrié russe qui avait quitté la France avant qu'Anquetil fût démasqué. Rappelons à ce propos que Longuet tremblait comme la feuille en présence de ce malfaiteur qu'il pourfend vaillamment dans une lettre privée.

dans le Donetz. Nous sommes persuadés que le moment est proche où, sous l'action combinée de vos victoires et des efforts de la classe ouvrière organisée de toute l'Europe, nos gouvernants capitalistes seront contraints de vous donner la paix.

J'espère que nous pourrons aussitôt alors entrer en rapports directs et rapides. Une besogne immense de reconstruction de l'Internationale, sacagée par la guerre, s'offre à nous. Nous avons tous l'ardent désir de réaliser au plus tôt notre union avec la 3<sup>e</sup> Internationale, mais elle ne peut et doit se faire qu'à condition que les masses ouvrières et socialistes de l'Europe occidentale soient derrière nous.

Si nous devons vous apporter un mouvement ruiné par ses divisions ou des groupements infimes et ridicules comme ceux qui, actuellement, se déclarent adhérents de la 3<sup>e</sup> Internationale en France et en Angleterre (!) nous vous rendrions un bien mauvais service et aussi nous ferions tout le mal possible au mouvement ouvrier international et au prolétariat de nos propres pays.

Veillez, cher camarade Lénine, transmettre mes sympathies fraternelles à mon vieil et cher ami Jacques Sadoul. Il n'a pas dépendu de nous qu'il ne fût élu député le 16 novembre dernier, ce qui aurait porté un rude coup à ses adversaires.

Croyez, cher camarade Lénine, à nos sentiments socialistes les meilleurs.

J. LONGUET.

# Education Révolutionnaire

Avant la guerre, le socialisme espérait atteindre son but, grâce aux efforts de trois organisations : les syndicats, les coopératives et le Parti socialiste, par un travail économique, politique et une action commune, devaient parvenir à renverser le capitalisme et à établir le régime socialiste.

Les socialistes de la 2<sup>e</sup> Internationale appuyaient surtout sur l'importance de la conquête du Parlement par le parti politique. Tout en étant des membres des coopératives, la majorité des socialistes s'intéressaient très peu au mouvement. C'étaient des syndicalistes si vous voulez, mais ils ne se rendaient pas compte de la nécessité d'un syndicalisme révolutionnaire de doctrine et de tactique. Et tous étaient loin de reconnaître l'importance fondamentale de l'éducation dans la lutte des classes.

Les chefs communistes qui ont remplacé les social-démocrates à la tête du mouvement révolutionnaire ne font plus reposer leurs espoirs sur l'action des trois organisations mentionnées ci-dessus. Il s'agit maintenant de trois autres.

Le mouvement coopératif ne joue plus un grand rôle. La Russie a bien démontré que la distribution coopérative faciliterait beaucoup l'organisation de la distribution des choses nécessaires à la vie, une fois la révolution faite. Personne cependant ne prétend plus que les coopératives elles-mêmes aient une vertu révolutionnaire.

Les trois éléments qui devront aboutir à l'établissement du régime socialiste sont : le communisme révolutionnaire, qui concentrera nos forces politiques ; le syndicalisme révolutionnaire, qui or-

ganisera les travailleurs dans le but d'une action commune ; et l'éducation indépendante de la classe ouvrière.

Pendant la période pré-révolutionnaire, la question de l'éducation dépasse en importance les deux autres, du moins devait-elle être la première préoccupation des révolutionnaires. Il ne s'agit plus d'un socialisme à fleur de peau, ou du vague sentimentalisme qui animait beaucoup de socialistes d'avant-guerre.

Il faut que ceux qui vont noyauter les syndicats, et ceux qui s'apprentent à s'emparer du pouvoir après la débâcle du régime capitaliste — il faut que ceux-là connaissent à fond les principes du socialisme scientifique. Il faut qu'ils deviennent pleinement conscients de la réalité de la lutte des classes. Voilà ce qui devrait être un des buts principaux du mouvement communiste. Et c'est le but — reconnu plus ou moins nettement — de toute organisation qui veut réagir contre certaines influences néfastes de l'éducation en le régime capitaliste. Car c'est ce travail-là qui représente la phase pré-révolutionnaire de ce que les Russes appellent la « prolétculture ».

L'Angleterre a fait peu de choses pour faciliter le développement des Jeunesses socialistes ou communistes (jeunes gens âgés de 15 à 20 ans). Elle a fait plus pour l'éducation de ceux qui ont plus de 20 ans. Avant de traiter la question de la vraie éducation prolétarienne, il faut parler de deux tentatives qui, jugées du point de vue communiste, sont d'une valeur assez négligeable.

Le *Ruskin College* fut fondé à Oxford, il y a

vingt ans, par des capitalistes philanthropes. Il a reçu le soutien de l'aile gauche du mouvement ouvrier. Cette école sert à préparer « l'élite ouvrière », à remplir les postes importants dans le mouvement syndicaliste. Elle donne à ses élèves certains éléments de l'éducation donnée par les Universités capitalistes aux fils de nos ennemis de classe. Toute sa méthode tend à fournir à la classe ouvrière des chefs « sûrs » qui ne seront jamais dangereux pour l'ordre établi.

La *Workers Educational Association* date de 1903. Elle est soutenue en grande partie par la classe ouvrière, mais elle aussi repose sur une base capitaliste. Elle déclare n'avoir aucun préjugé politique ou social et de n'appartenir à aucun parti ou secte. Elle prétend unir « le travail et l'étude » ; mais, le « travail » qu'elle représente n'est pas bien farouche et l'« étude » n'animerait jamais les élèves du désir de brandir le drapeau rouge ou de briser leurs chaînes à la manière des bolcheviks russes.

Bien que l'éducation offerte par ces deux institutions soit une forme insigne de l'éducation bourgeoise, les étudiants qui suivent les cours sont des prolétaires. Et certains parmi eux refusent d'accepter les doctrines et les principes de leurs écoles. Ils ne veulent pas croire que la connaissance soit absolument au-dessus des partis ; ils demandent une éducation de combattant qui les préparera à devenir non pas des chefs respectables de syndicats qui abandonnent leur classe pour se cramponner aux plus bas rangs de la bourgeoisie, mais à devenir des communistes révolutionnaires qui marchent dans les rangs de l'armée prolétarienne.

En 1908, des étudiants de *Ruskin College* organisèrent un groupe qui reçut le nom de *Plebs League*. Ce groupe était fondé dans le but de protester contre les cours et les méthodes de l'enseignement de la maison. Un peu plus tard, il y eut grève d'étudiants, suivie d'une scission. Beaucoup d'étudiants rentrèrent à Londres où fut fondée une nouvelle école, le *Central Labor College*.

Cette école reçoit une subvention de la fédération des mineurs des Galles du Sud et du syndicat national des cheminots. Elle veut fournir une éducation ouvrière indépendante de toute direction ou contrôle provenant des universités, de l'Etat ou des philanthropes individuelles. Elle enseigne la philosophie marxiste dans les cours offerts aux étudiants à Londres et aussi dans des classes organisées dans les régions industrielles du pays. Elle base sa doctrine sur la théorie de la lutte des classes. Elle travaille surtout à développer la conscience de classe chez les travailleurs.

La *Plebs League* s'associe étroitement au travail du *Labor College*. Cette ligue a peu de membres mais elle jouit d'une influence considérable. Elle édite une revue mensuelle, la *Plèbe*, qui est peut-être la plus importante des publications révolutionnaires du pays.

Grâce aux efforts de la *Plebs League* et du *Labor College*, on est en train d'organiser des conseils d'éducation ouvrière dans tous les grands centres.

Pendant la guerre, le *Labor College* fut fermé, et l'activité de la *Plebs League* fut nécessairement très limitée. Mais depuis deux ans déjà ces deux organisations sont animées d'une vigueur nouvelle.

Il y a 50 étudiants en train de suivre des cours au *Labor College* (cours de deux ans). En outre,

il y a 1.500 membres dans des classes (40 en tout) organisées par le *College* dans les différents districts de Londres. Les Galles du Sud, l'Ecosse, les centres industriels du Centre, et les provinces de Lancashire et de Yorkshire ont des organisations très actives.

Un des résultats des plus intéressants de ce mouvement est la constatation de ce fait que l'économie marxiste et la philosophie marxiste ne sauraient suffire à faire une éducation complète de prolétaire combattant.

On a réussi aussi à démontrer le mensonge des doctrines prêchées à la *Workers Educational Association* et au *Ruskin College*, à savoir : que « connaissance est puissance », et qu'une éducation bourgeoise à petites doses doit suffire à tous les besoins du prolétariat.

Il ne faut pas cependant nous limiter à l'étude de l'économie sociale et politique. Il y a d'autres sujets d'étude, dont nous devons nous servir pour l'éducation prolétarienne. Ainsi nous avons des classes de biologie, de géographie économique, de psychologie. Et là aussi tout l'enseignement se donne en parlant du point de vue ouvrier. On est en train d'écrire des livres de classe qui remplaceront ceux qui se présentent du point de vue capitaliste. Nous parlerons de tout cela plus en détail dans un autre article.

Eden et Cedar PAUL.



## Loyauté des Reconstructeurs

Nous avions ouvert cette rubrique après le Congrès de Strasbourg. Il a fallu renoncer à la tenir à la semaine la semaine, car un numéro entier du *Bulletin* eût été insuffisant.

Constatons très brièvement les derniers exploits des amis de Tchernov :

1° Ils ont volé la caisse du Parti. (Le Dictionnaire Larousse dit : *VOLER, v. a. Prendre furtivement ou par force le bien d'autrui. M. Grandvillet a pris furtivement le bien de l'énorme majorité du Parti.*)

2° Ils ont volé la caisse de la Fédération du Nord, alors que la très forte majorité de cette Fédération adhère à la S.F.I.C.

3° Ils ont volé le *Droit du Peuple* de Grenoble, alors que la très forte majorité de la Fédération de l'Isère adhère à la S.F.I.C.

4° Ils ont encore volé plusieurs caisses et plusieurs journaux de moindre importance.

5° Ils ont tenté de « déménager » la librairie de l'*Humanité* (furtivement...). Mais quelqu'un troubla la fête, sous l'aspect énergique de Reynaud.

Gageons que, comme dit le bon peuple, « tout cela ne leur portera pas bonheur ».

# LES RELATIONS entre Républiques Soviétistes

## RUSSIE & UKRAINE

La révolution socialiste change non seulement la structure intérieure politique et économique des Etats, mais modifie aussi profondément les relations, qui existaient auparavant entre eux. Les relations entre Etats soviétistes diffèrent totalement des relations entre Etats bourgeois. L'étatisme bourgeois et l'étatisme prolétarien diffèrent entre eux dans leurs principes fondamentaux. L'étatisme prolétarien ne trouve place dans aucune des classifications établies par les juristes de l'ancien monde depuis Aristote.

Le caractère isolé, renfermé, limité, fut le caractère général de toutes les anciennes formes de gouvernement, gouvernement aristocratique ou démocratique, monarchie absolutiste ou constitutionnelle, république, etc., etc. Les républiques les plus démocratiques opposaient leurs citoyens à l'étranger, et celui-ci était exclu de la vie politique du pays. La vie politique était le privilège d'une certaine classe nationale ou, dans le meilleur des cas, de tous les citoyens, mais seulement de ceux de l'Etat en question.

L'un des principes fondamentaux de la constitution des Etats soviétistes, de la Russie, comme de l'Ukraine porte au contraire : « Les étrangers appartenant à la classe ouvrière et la classe paysanne laborieuse jouissent de tous les droits électoraux ».

Cette disposition constitutionnelle amène toute une révolution. Elle est incompréhensible au législateur bourgeois habitué à prendre pour point de départ l'opposition de son Etat aux autres Etats, l'opposition de ses citoyens aux étrangers. Elle découle cependant logiquement du but même de l'Etat prolétarien.

En quoi consiste la différence radicale entre l'Etat prolétarien et l'Etat bourgeois ? Dans leurs bases économiques différentes qui s'excluent.

L'Etat bourgeois ainsi que les formes d'organisations étatiques qui l'ont précédé, est basé sur le principe de la propriété privée du sol et des moyens de production. Le droit, appelé droit civil, qui règle les rapports privés entre propriétaires est basé sur ce principe. L'Etat tout entier avec ses appareils militaires, administratifs, économiques et son église, était la propriété (il n'était naturellement pas une propriété privée) des possesseurs des instruments du travail — de toute la classe des propriétaires, de la classe dominante des bourgeois ou des esclavagistes.

Le but de chaque possesseur est d'élargir et d'agrandir sa propriété. La concurrence est un moyen d'y parvenir. Le résultat de la loi de concurrence est l'abolition ou, dans le meilleur des cas, la soumission des propriétaires moins riches et moins adroits à ceux qui disposent de plus

grands moyens, de plus grands capitaux et d'une plus grande habileté. Cette même loi règle le développement des Etats bourgeois. Ils sont des organisations concurrentes semblables aux organisations privées des propriétaires, et cela conduit aux mêmes résultats, à l'absorption des Etats les plus faibles ou, dans le meilleur cas, à leur complète subordination aux Etats plus forts. L'étatisme bourgeois se manifeste précisément dans la création de ses Etats isolés, nationaux, luttant entre eux. Ces Etats peuvent conclure entre eux des traités de commerce, des conventions postales, ou télégraphiques, des conventions concernant les chemins de fer ; ils peuvent selon la situation internationale, créer entre eux des alliances défensives et offensives — mais tout cela n'a jamais qu'un caractère provisoire, accidentel et partiel. Ces alliances ne peuvent abolir le profond antagonisme existant entre les Etats, antagonisme inhérent à tout le régime capitaliste. Dès que le danger commun qui les unit ou dès que l'intérêt temporaire passent, la lutte et l'hostilité qui leur sont propres se rallument de plus belle.

Sous ce rapport, l'histoire de la coalition des pays de l'Entente et de leurs alliés pendant et après la guerre impérialiste est tout à fait édifiante.

Le nationalisme est l'idéologie de l'étatisme bourgeois. Les intrigues bourgeoises, les supercheries de toutes espèces, la mutuelle mauvaise foi, sont les moyens habituels de cette idéologie. Lorsque dans le premier manifeste de l'Internationale, Marx parlant de la politique étrangère des Etats capitalistes, y opposait une politique basée sur les lois de la morale humaine, il n'entendait certes pas dire, que dans une société bourgeoise, les socialistes doivent opposer à cette politique la morale chrétienne : « Ne fais pas à autrui, ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît à toi-même ». Il montrait au prolétariat, que seul le triomphe de la révolution prolétarienne peut créer les conditions nécessaires à l'établissement de relations honnêtes et sincères entre tous les peuples.

A l'encontre de l'étatisme bourgeois, l'étatisme prolétarien en niant la propriété privée sur les moyens de production, la nie également sur le territoire de l'Etat même. L'intérêt de la classe ouvrière tout entière est le principe directeur de l'état socialiste et non l'intérêt de l'exploiteur privé. Les frontières entre les Etats socialistes cessent d'avoir un caractère politique et se transforment en frontières administratives ordinaires. Disparaissent de même les limites séparant les industries privées, isolées, réglées seulement par les lois de la concurrence. La production orga-



nisée, nationalisée, se développant rationnellement sur un plan général, embrassant tout l'Etat et sur une échelle non seulement nationale, mais même internationale, prend la place de l'économie capitaliste, chaotique, où la production intensive et l'exploitation de l'ouvrier déterminent la succession des crises économiques et des périodes de chômage.

La révolution socialiste tend à la centralisation politique et économique, en attendant la fédération internationale. Cette fédération ne peut naturellement pas être créée d'un trait de plume, elle sera le résultat du processus plus ou moins long de l'abandon du particularisme, de tous les préjugés bourgeois démocratiques et nationaux, le résultat de la connaissance mutuelle et de l'adaptation mutuelle.

Les relations entre les républiques soviétistes actuelles, et en première ligne entre la Russie soviétiste et l'Ukraine soviétiste, sont basées sur les principes proclamés autrefois par la 1<sup>re</sup> Internationale des ouvriers.

Dès le premier moment de la coexistence de ces Républiques, la Russie soviétiste et l'Ukraine soviétiste réglèrent leurs relations économiques et politiques sur le principe fédératif. Bien que dans cette première phase qui dura jusqu'au mois de juin 1919, les deux Républiques eussent dans toutes les branches de l'activité de l'Etat des Commissariats indépendants, un lien et un plan communs rattachaient déjà ces commissariats.

Avec le temps, ces relations contractuelles aboutirent sous le rapport de l'organisation, à la création de centres uniques. Au mois de juin 1919, le Comité Exécutif de la République Ukrainienne vota une résolution sur la nécessité de fusionner divers Commissariats des deux Républiques, à savoir : les Commissariats de la Guerre, des Voies et Communications, des Finances, du Travail, des Postes et Télégraphes et le Conseil Supérieur de l'Economie Populaire. Cette décision fut confirmée par le Comité Central Exécutif de la République soviétiste russe. Dans la même année, le 4<sup>e</sup> Congrès des Soviets des Ouvriers et des Paysans d'Ukraine, confirma de son côté la décision des deux Comités Exécutifs en une résolution motivée que nous publions séparément.

Le statut détaillé des organes fédéraux, c'est-à-dire des organes unifiant les Commissariats ukrainiens et ceux de la Russie, n'est pas encore élaboré. Le Comité Central Exécutif de la Russie a nommé, dans sa session de février, une commission chargée d'élaborer la constitution fédérale. Les membres responsables de cette commission ayant depuis été désignés à divers postes militaires et politiques éloignés de Moscou, elle n'a pu malheureusement remplir sa tâche, et les rapports fédéraux sont déterminés dans chaque circonstance spéciale par des accords entre les deux gouvernements.

Un accord semblable fut conclu au mois de janvier dernier en ce qui concerne le département de la guerre. Tout en unifiant l'appareil militaire, cet accord prévoit la création prochaine des cadres pour des régiments ukrainiens rouges où le commandement se ferait en langue ukrainienne. On

prévoit, dans ce but, la création d'une Ecole d'officiers ukrainiens rouges (ce qui est déjà un fait accompli). Nous organisons une école centrale de commandants rouges (tchervony starchyny) à Kharkov. L'accord prévoit aussi la création d'une section de guerre attachée au Conseil des Commissaires du Peuple d'Ukraine, afin de maintenir des relations constantes avec l'appareil militaire et administratif existant en Ukraine, subordonné immédiatement au Conseil Révolutionnaire de Guerre de la République, dont la compétence s'étend à toute la Fédération.

Les Commissariats populaires de l'Agriculture, de l'Instruction Publique, des Affaires Intérieures, de l'Assurance Sociale, de la Santé, de l'Approvisionnement, de l'Inspection ouvrière et paysanne, les commissions extraordinaires pour la lutte avec la contre-révolution, gardent leur individualité dans les deux républiques. Le Conseil Ukrainien des Commissaires du Peuple est constitué actuellement par des commissaires populaires de la République Ukrainienne Socialiste et Soviétiste et des délégués de tous les commissariats unifiés. Ces derniers ont voix délibérative à l'égal des commissaires ukrainiens.

Ce système de rapports fédéraux ne peut être considéré ni comme achevé, ni comme parfait. Ce n'est pas dogmatiquement que nous avons abordé la question des rapports fédéraux : nous n'avons jamais estimé que les relations d'Etat à Etat, en général et celles des républiques soviétistes entre elles en particulier, pussent être établies *a priori*, sur des règles abstraites. La constitution fédérale des républiques soviétistes a été dictée par la nécessité même et tenait compte de l'expérience acquise. Les conditions spéciales où se trouvaient la Russie et l'Ukraine Soviétistes, facilitaient de beaucoup la création rapide de rapports fédéraux étroits entre elles. Le prolétariat des deux Etats était lié historiquement dans le passé par sa lutte commune contre le tsarisme russe. En outre, l'Ukraine et la Grande Russie étaient attachées par la communauté de leur vie économique. Après la révolution d'octobre, la Russie soviétiste devint l'appui naturel des ouvriers et des paysans d'Ukraine dans leur lutte contre la Rada Centrale, l'occupation austro-allemande, les hetmans, la domination de Dénikine et, enfin, récemment, contre les Polonais. La révolution paysanne et ouvrière ukrainienne dut naturellement s'orienter vers la Russie soviétiste qui fut l'unique centre des soviets. Les mouvements communistes d'Ukraine et de Russie sont encore liés par le passé historique. Le parti bolchevik organisait la classe ouvrière sur toute l'étendue de l'ancien Empire russe. En Ukraine, sa besogne était facilitée du fait que le prolétariat des villes ukrainiennes est dans sa grande majorité de nationalité russe (1).

Toutefois, les divers partis petits-bourgeois « socialistes » d'Ukraine, qui mettaient au premier plan le motif national et sacrifiaient l'affranchissement social de la classe ouvrière, s'employèrent dès les premiers jours de la révolution, dès le mois de février 1917, à semer la discorde dans la classe ouvrière de l'Ukraine, en opposant les ouvriers ukrainiens et surtout les paysans ukrai-

niens, aux ouvriers russes, l'Ukraine à la Russie. Du temps de Kerensky, ils cachait encore leur politique nationaliste sous des mots d'ordre fédéralistes, car ils voyaient dans le gouvernement provisoire un pouvoir petit-bourgeois, dont ils se sentaient proches. Et ils étaient disposés à lui sacrifier quelque chose de leur nationalisme.

Après la révolution d'octobre, ces partis nationalistes et conciliateurs revendiquèrent ouvertement la séparation complète de la classe ouvrière et paysanne ukrainienne des travailleurs russes. Pendant les négociations de la paix de Brest-Litovsk, ils passèrent définitivement à l'impérialisme austro-allemand. A partir de ce moment, les socialistes-nationalistes ukrainiens s'en tinrent définitivement à leur orientation vers l'Occident, c'est-à-dire vers la contre-révolution impérialiste.

Au cours de deux années et demie, l'Ukraine fut le théâtre de la guerre civile, qui jetait d'une part les ouvriers et les paysans contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, et de l'autre, la partie consciente de la classe ouvrière contre les éléments inconscients qui se traînaient à la suite des partis petits-bourgeois nationalistes-socialistes, faisant le jeu de la contre-révolution russe et internationale. On peut dire que la guerre civile en Ukraine atteint actuellement son double but : le prolétariat a remporté une victoire décisive et sur la contre-révolution des gardes blancs, et sur celle de la petite-bourgeoisie nationaliste. Les partis nationaux-socialistes ukrainiens se sont dissous. Leurs meilleurs éléments sont entrés dans le Parti Communiste-Bolchevik Ukrainien, qui est actuellement le seul représentant politique du prolétariat et des paysans révolutionnaires de l'Ukraine.

**Ch. RAKOVSKY.**

(1) Dans les thèses élaborées par le Comité du Parti Communiste d'Ukraine sur les relations entre la Russie et l'Ukraine, ces principes sont développés aux paragraphes 8, 9 et 10. Nous en citons ici le texte complet.

8. « L'indépendance des masses laborieuses ukrainiennes, le droit à la jouissance des fruits de leur labeur et des richesses de l'Ukraine — terres, mines, usines, etc., — ne peuvent être garantis que par un pouvoir authentique des paysans et des ouvriers c'est-à-dire, par la République Ukrainienne Soviétiste et Socialiste. Tous les efforts des paysans et des ouvriers ukrainiens doivent être tendus vers le renforcement du pouvoir socialiste soviétiste. Or, l'expérience de la Hongrie, de la Bavière et de l'Ukraine elle-même a démontré clairement que la contre-révolution peut venir facilement à bout de toutes les républiques soviétistes lesquelles — étant donné les dimensions restreintes de leur territoire et de leur population, et l'absence d'un appareil civil et militaire suffisamment organisé, ainsi que leur manque d'expérience politique — ne sont pas à même d'opposer une résistance suffisante.

9. « Parmi toutes les républiques soviétistes existant à ce jour, la Russie Soviétiste a seule été en état de résister victorieusement à l'attaque de la contre-révolution internationale intérieure et de porter des coups mortels à son adversaire. Elle est placée dans des conditions géographiques spéciales, elle possède des ressources économiques et politiques très grandes (vastes territoires, population énorme, richesses considérables, prolétariat industriel révolutionnaire s'élevant à plusieurs millions d'hommes, appareil civil et militaire organisé, expérience politique) qui en ont fait une forteresse prolétarienne invincible, malgré les attaques répétées de l'impérialisme international. Par suite de ces circonstances, la Russie Soviétiste est le guide et

l'organisateur du prolétariat international. Toute nouvelle république soviétiste, guidée par son instinct de conservation cherche appui et soutien dans la Russie Soviétiste. L'alliance effective avec la Russie Soviétiste est le devoir révolutionnaire de tout nouvel état soviétiste.

10. « Hormis les intérêts de la défense, l'alliance étroite entre la République Ukrainienne Soviétiste et Socialiste et la Russie Soviétiste est dictée par diverses considérations qui découlent de leur sort historique commun. Les ouvriers et les paysans russes et ukrainiens étaient déjà unis par leur lutte contre l'oppression du tsar et de la bourgeoisie grande-russienne. Ils le sont par la parenté de leurs langues, par leur population mixte, par la communauté de leur vie économique. La séparation complète de ces deux états soviétistes serait artificielle, en contradiction avec la lutte passée et future des ouvriers et des paysans russes et ukrainiens. L'individualisation complète de l'Ukraine comme Etat a pour résultat immédiat une lutte nationale interne en Ukraine et l'accroissement de la ruine économique de l'Ukraine et de la Russie ».



## O. KER ARRÊTÉ

Sur les instances répétées du *Populaire*, un coup de police vient d'aboutir à l'arrestation d'une dizaine de personnes, pour la plupart russes ou serbes. MM. Le Troquer et Longuet sont contents, bien contents : depuis le Congrès de Tours, ils ne cessent de pousser à la répression, sous le méchant prétexte qu'un délégué moscovite avait été aperçu au Congrès.

En réalité, le personnage dont il s'agit était tout bonnement un camarade qui accompagnait Clara Zetkin, presque aveugle, et qui repartit avec celle-ci !

Mais les appels du *Populaire* ont été entendus et, dimanche matin, une nuée de policiers s'abat sur un petit bonheur sur maints Serbes et force Russes, dont le seul crime est d'avoir un patronyme terminé par *itch.*, ou en *sky*.

La presse policière mène grand tapage autour d'un certain docteur Zalewsky, Tchéco-Slovaque qui serait Russe à ses heures sous le nom d'Abramovitch et deviendrait Allemand dans les grandes circonstances sous le nom d'Albrecht. Ce Fregoli conspirait sur la Riviera en compagnie de sa femme et d'un bébé de dix mois. Il est vrai que la même presse prend un ton de plus en plus piteux sur ce nouveau « complot », et laisse entendre que tous les étrangers arrêtés seront bientôt reconduits à la frontière.

La seule chose claire dans les ténèbres de cette scandaleuse et inutile opération persécutrice, c'est l'arrestation du camarade O. Ker, membre du Comité-Directeur du Parti, que la police trouve le moyen de mêler à cette affaire on ne sait pourquoi ni comment. Ce sont les brimades qui commencent contre le Parti régénéré. Après Ker, il n'y a pas de raison que tous les autres membres du Comité-Directeur ne soient pas incarcérés. Le gouvernement aurait tort de se gêner. Mais attendons la suite, et malgré la peine que nous ressentons à l'idée que notre bon et sympathique camarade Ker, de santé si fragile, est brutalement jeté en prison et mis au secret contre toute légalité, puissions un réconfort dans la constatation de l'affolement du pouvoir devant les progrès rapides du mouvement communiste

# Chronique Internationale

## TCHÉCO-SLOVAQUIE

La première grande lutte des masses laborieuses de la République Tchéco-Slovaque s'est terminée. Elle a abouti à une défaite : la grève générale brisée, des travailleurs massacrés couvrent les rues des grandes villes d'industrie, des milliers de communistes sont arrêtés et incarcérés par le capitalisme triomphant, la loi martiale et l'état de siège sont proclamés contre les révolutionnaires de la classe prolétarienne... Et la journalle bourgeoise — journalle tchèque qui se plaît à glorifier chaque jour les atrocités de la soldatesque tchèque contre les Allemands de Tchéco-Slovaquie — et journalle allemande qui ne manque jamais de bénir les actes de vandalisme des Habsbourg et des Hohenzollern contre les Tchèques — cette journalle bourgeoise acclame unanimement les brutalités inouïes et sans exemple commises par des policiers et des gendarmes, que la bourgeoisie avait poussés au meurtre par des tonneaux entiers de bière et de vin !

Dans les contrées tchèques, le gouvernement tchéco-slovaque a rétabli l'ordre et la sûreté par des troupes de nationalité allemande, et dans les villes allemandes, ce fut aux soldats de nationalité tchèque qu'incomba le même devoir. Les méthodes de la monarchie autocrate austro-hongroise ressuscitent dans la république démocratique tchéco-slovaque. L'Etat que l'impérialisme français a placé dans l'Europe centrale comme gardien de son hégémonie, a besoin, pour sauver son existence, de recourir à l'aide de la nation opprimée qui lui a déclaré la guerre la plus acharnée et la plus impitoyable. Et la bourgeoisie allemande de Tchéco-Slovaquie, décidée à rompre l'oppression nationale que les impérialistes tchèques lui imposent, vient au secours de la Bastille dont elle est prisonnière, lorsque cette Bastille doit se défendre contre un assaut des communistes. La grande lutte des classes a supprimé les animosités nationales. Hier encore adversaires irréconciliables, les bourgeoisies tchèque et allemande de Tchéco-Slovaquie se sont unies pour défendre le même sanctuaire : la propriété privée. Hier encore, discutant l'impossibilité d'établir un accord constant entre « socialistes » allemands et tchèques, les social-traîtres des deux nations se mirent parfaitement d'accord pour trahir, une fois de plus, la classe ouvrière.

Le prolétariat communiste de Tchéco-Slovaquie fut donc battu. Les capitalistes de tous les pays se sentent plus à leur aise, en apprenant cette nouvelle : une défaite du communisme, une preuve nouvelle de la sûreté et de la fidélité des social-patriotes ! Ils ignorent que *chaque défaite marque une étape de régénération dans le mouvement ouvrier* et que chaque trahison des leaders soi-disant socialistes, rend les travailleurs plus clairvoyants et plus conscients qu'ils doivent accomplir, de leurs propres forces, l'œuvre immense de leur émancipation. Mais avant de parler d'une défaite, il faut examiner les conditions dans lesquelles se sont développées ces batailles sanglantes aussi bien que les buts qu'il aurait été possible d'atteindre, et c'est à ces buts qu'on doit mesurer le succès ou la défaite.

\*\*\*

La bourgeoisie tchéco-slovaque s'était efforcée de persuader à l'étranger que la grève générale

et le soulèvement du prolétariat avaient pour but la prise immédiate du pouvoir par la classe ouvrière. Mais ce ne fut, en vérité, pas une lutte pour la conquête du pouvoir, nonobstant le caractère grave et sanglant des combats. Les circonstances n'étaient pas encore assez mûres pour la dictature prolétarienne, le processus d'émancipation des leaders jaunes n'avait pas encore pénétré la classe ouvrière de Tchéco-Slovaquie suffisamment pour permettre l'entrée dans la lutte finale. Les différends nationaux entre les prolétariats des diverses nations n'étaient pas encore tout à fait éliminés, et ni des conseils politiques, ni des conseils d'entreprise n'avaient encore pris racine dans ce pays. Bien que les conditions matérielles de la révolution sociale eussent déjà été créées, le développement de cette révolution se trouvait encore dans une période où la prise du pouvoir ne pourrait être que prématurée, entraînant les mêmes difficultés, insuffisances et faiblesses dont la Hongrie soviétique dut périr. Encore qu'il faille reconnaître avec la plus grande admiration l'acte de solidarité des communistes allemands de Tchéco-Slovaquie, l'union des ouvriers des deux nations n'était pas encore assez étroite, surtout en ce qui concerne l'organisation. Et en dépit de la sympathie pour les communistes de la part de quelques régiments de légionnaires, récemment revenus de Russie, la majorité des soldats était encore sûre pour le gouvernement capitaliste.

A la prématurité de la situation générale correspondait le caractère des causes spéciales directes et indirectes qui déclenchèrent la grande action.

L'impulsion pour cette action puissante du prolétariat de Tchéco-Slovaquie fut donnée par les autorités de Prague.

En septembre, les pontifes réactionnaires du parti social-démocrate tchèque avaient entrepris la tentative d'expulser les communistes du parti et de renvoyer le congrès convoqué pour septembre, à une date ultérieure à cette exclusion. Leur dessein était de demeurer en possession de toute la propriété du parti, des maisons populaires, des imprimeries des journaux, des organisations et de la caisse, que les communistes, devenus la majorité, auraient réclamés pour eux. Cependant, les délégués au congrès ayant été déjà élus par les sections, l'aile gauche résolut de tenir le congrès quand même, et en effet, la majorité des délégués participa au congrès qui, seul, fut déclaré légal pour le parti. En même temps, les ouvriers et employés du *Právo Lidu* (Droit du Peuple) de Prague et de quelques journaux socialistes de province, chassèrent les rédacteurs social-patriotes et firent passer les feuilles à la gauche. Les social-traîtres eurent recours à l'Etat bourgeois qui, d'abord, interdit au *Právo Lidu* de porter ce titre, l'obligeant ainsi à en chercher un autre. Aussi, dès octobre, le *Právo Lidu* de la gauche, s'appelle-t-il *Rudé Právo* (Droit rouge). Mais les social-chauvins minorité avérée, sur laquelle retombe toute responsabilité de la scission, obtinrent encore que les autorités prononçassent un jugement, suivant lequel les communistes auraient dû restituer aux apôtres de l'Union sacrée toutes les maisons populaires, toutes les imprimeries, en un mot, tout ce qui appartient aux masses révolutionnaires, à la majorité. Il va sans dire que les communistes tchéco-slovaques ne se soucièrent point de cette sentence, qui révéla d'une façon cynique

et ouverte l'alliance de la bourgeoisie avec les « socialistes modérés ».

Et voilà qu'un beau jour, le 9 décembre, la police prend d'assaut la Maison Populaire de Prague où se trouvent aussi l'imprimerie et la rédaction du journal. Des travailleurs accourent de toutes parts pour défendre leur propriété, qu'on veut leur enlever par la force brutale pour en faire cadeau aux traîtres de leur cause. La grève générale est proclamée, la lutte s'engage, des coups de feu retentissent... Quelques heures après, la grande région d'industrie de Kladno est en grève, et les ouvriers s'amassent pour aller à Prague pour accourir à l'aide de leurs camarades. En moins de vingt-quatre heures, la grève générale s'est étendue sur presque toutes les régions du pays. La minorité communiste du parti social-démocrate allemand de Tchéco-Slovaquie proclame la grève de solidarité ; à Reichenberg, centre de la gauche allemande, la grève est complète ; à Brûx, il y a des mêlées sanglantes ; à Goding (en Moravie) et en beaucoup d'autres villes qu'on ne peut toutes mentionner, les travailleurs occupent les édifices publics, les mairies, les postes de gendarmerie et les autres sièges des autorités, dépourvues tout d'un coup de toute « autorité ». Les ouvriers organisent des gardes rouges, les communistes réussissent à paralyser même les usines où les social-patriotes sont en majorité. Dans la région minière d'Ostravie morave (Moravska Ostrava), il n'y a que dix puits sur quarante-deux où l'on travaille ! Les ouvriers ruraux tchèques s'emparent des grands biens des seigneurs féodaux — ou mieux : des capitalistes agraires — et commencent à en diriger eux-mêmes l'administration. Il n'y a que fort peu de localités où le flux irrésistible du mouvement ne puisse avancer, mais il y en a. Ce sont surtout les deux centres des social-coalitionnistes : Plzen (Pilsen) pour les Tchèques et Teplitz pour les Allemands. C'est là que les traîtres s'efforcent de retenir les masses vibrantes, animées du désir d'exprimer leur solidarité. Les social-chauvins tchèques y réussissent aussi bien que les « démocrates » patentés allemands, les uns en conjurant les ouvriers de veiller au salut de la république... nationale et bourgeoise, les autres en évoquant, comme d'habitude, la « discipline » syndicale qui, selon eux, ne consiste pas à prêter appui à une action « étourdie et spontanée », mais à préparer une action durant une éternité.

Enfin, après une lutte de huit jours, après une campagne de mensonges et d'infamies de la presse bourgeoise, après des arrestations en masse de communistes, après la proclamation de l'état de siège et des massacres sanglants, la résistance des grévistes est épuisée. Peu à peu, le travail reprend...

\*\*\*

Les « reconstruteurs » de tous les pays croient avoir trouvé dans ces événements une preuve nouvelle de leur théorie « marxiste », qui, dans l'essentiel, ne consiste qu'à avertir les travailleurs contre les « étourderies » des communistes. Nous disons : les reconstruteurs de tous les pays, mais nous n'entendons nullement ceux du pays dont il est question dans cet article. C'est qu'il n'y en a presque point du tout en Tchéco-Slovaquie. Dans la nation tchèque, il y a les communistes, embrassant la majorité du prolétariat, et les social-patriotes, amis dignes de MM. Albert Thomas, Huysmans, Vandervelde et consorts. Il

a à la gauche de ceux-ci, comme à la droite de ceux-là, dans les partis respectifs, quelques éléments reconstruteurs ; mais leur influence politique est minime. Quant au parti social-démocrate allemand de Tchéco-Slovaquie, qui comprend encore les ailes gauche et droite, nous tenons à avertir le citoyen Longuet que le citoyen Cermak, soi-disant reconstruteur, avec lequel il a discuté au commencement de décembre, à Berne, comment on pourrait reconstruire une Internationale deuxième et demie, est social-chauviniste comme Renner, Seitz et Leuthner, en Autriche, comme Ebert et Scheidemann en Allemagne. Et nous sommes certain que tous les individus compromis des social-démocrates allemands d'Autriche et de Tchéco-Slovaquie (comme M. Cermak) ont l'intention de se glisser frauduleusement dans l'ex-future Internationale (ex-future à partir du Congrès de Tours) du citoyen Longuet. Dans le parti social-démocrate allemand de Tchéco-Slovaquie, il y a aussi peu de reconstruteurs que dans celui des noskistes tchèques.

Les reconstruteurs honnêtes d'Allemagne et les soi-disant reconstruteurs d'Autriche et de Tchéco-Slovaquie accusent donc les communistes d'avoir provoqué la lutte et, par conséquent, les immenses sacrifices qu'elle a coûtés au prolétariat de la République tchéco-slovaque. Ces « marxistes », archi-fiers de leurs lumières, ne savent-ils pas qu'un mouvement si puissant ne peut pas être artificiellement déclenché ; ignorent-ils vraiment qu'un mouvement tel qu'il vient de se dérouler en Tchéco-Slovaquie ne peut être le produit d'une simple provocation des bolcheviks ? Ils ne veulent pas reconnaître que l'enlèvement de la Maison Populaire de Prague était un coup porté en pleine face au prolétariat tchèque, qui se sentit pressé d'y riposter.

Et comme dans la période de la révolution mondiale, dans laquelle nous sommes déjà entrés, la lutte la moins étendue et chaque incident partiel font immédiatement et fatalement surgir les grands principes et les mots d'ordre finals du combat, un des mots d'ordre lancés par le Comité central du Parti socialiste de gauche communiste (tchèque) fut la *démission du gouvernement Czerny* : le prolétariat s'était dressé en toute sa puissance contre le pouvoir d'Etat bourgeois.

Mais, dès le premier moment, il était clair que le caractère purement politique de l'action serait vite épuisé. En effet, le prolétariat pouvait-il sérieusement espérer reconquérir la Maison du Peuple séquestrée ? Bien que le premier mouvement de défense, la croisade des ouvriers de Kladno à Prague, eussent pour but de reprendre à force d'armes la Maison Populaire, il fallut se rendre compte de ce que les autorités de l'Etat avaient transmis la maison aux social-traîtres, qui en prirent possession légalement, c'est-à-dire conformément aux lois de cet Etat bourgeois. Un nouvel enlèvement de la Maison Populaire aurait signifié une rupture tellement monstrueuse des lois bourgeoises que l'Etat capitaliste n'aurait jamais pu le tolérer. Une telle tentative aurait sans doute déchainé une lutte pour la conquête du pouvoir — l'Etat bourgeois n'ayant voulu céder sur ce point que brisé et mort.

La lutte pour la conquête du pouvoir n'étant pas encore assez mûre, l'action ne pouvait rester, en ce qui concerne la politique, qu'une protestation vigoureuse contre les procédés de l'Etat bourgeois, une démonstration contre le cabinet Czerny, dont

les masses réclamèrent la démission... rien de plus.

C'était bien à prévoir. Les camarades du Comité central du futur Parti Communiste tchécoslovaque le prévirent et surent donner, dès le premier jour, des pointes économiques et sociales aux revendications politiques, afin d'élargir l'action et d'en intensifier la portée. Les mots d'ordre émis furent, outre la démission du gouvernement, mentionnée plus haut, les suivants : *Amnistie pour tous ceux qui ont participé à l'action ; augmentation des salaires de 30 % ; rémunération de Noël de 1.000 couronnes pour chaque travailleur et employé des deux sexes ; les usines et fabriques occupées par les travailleurs doivent rester sous la gérance de ceux-ci jusqu'à ce que l'Etat en prenne possession par décision du Parlement ; réalisation immédiate du contrôle de la production dans toutes les banques et toutes les entreprises industrielles et agricoles.*

Trois jours après le début de l'action, il ne fut plus beaucoup question de la Maison Populaire. La lutte formidable était engagée de toutes parts ; les prolétariats allemand et slovaque étaient entrés en bataille depuis quelques jours, et en premier lieu, surtout, les revendications sociales et économiques ! La grande action, qui avait commencé par une levée en masse unique contre le pouvoir d'Etat capitaliste, se convertit, après avoir épuisé son caractère politique purement protestataire, en une lutte pour des revendications économiques et sociales, entraînant même les travailleurs qui, d'habitude, ne se trouvent qu'à l'arrière-plan de la lutte de classe. Toute la République tchécoslovaque fut, pour plus de huit jours, une chaudière bouillante où les masses ouvrières

furent trempées, qu'elles le voulussent ou non, par le flux ardent de l'esprit bolcheviste.

Que MM. les social-patriotes et reconSTRUCTEURS criaillent ce qu'ils voudront au sujet des événements de Tchéco-Slovaquie. Le prolétariat de toutes les nations de ce pays vient de traverser une épreuve dure et douloureuse, mais aussi nécessaire et avantageuse pour le développement révolutionnaire. Cette lutte a ouvert les yeux aux ouvriers ; elle leur a montré qu'il faut, avant de pouvoir mettre la main à la gorge de la bourgeoisie, briser la puissance de ses laquais social-patriotes et social-pacifistes. Ces batailles révolutionnaires ont rapproché les prolétariats allemand et tchécoslovaque l'un de l'autre plus qu'un travail organisateur commun de trente ans ne le saurait faire. Elles ont supprimé l'inexpérience révolutionnaire de la classe ouvrière de Tchéco-Slovaquie.

Cette lutte de décembre s'est terminée par une défaite des masses laborieuses. Mais les revendications restent ; le contrôle de la production et l'expropriation des capitalistes et des banquiers seront désormais à l'ordre du jour de chaque rencontre des deux classes ennemies, et ils n'en disparaîtront pas avant qu'ils n'aient été réalisés.

Et quant à l'amnistie ? Nous ne doutons pas que le prolétariat de Tchéco-Slovaquie saura l'imposer aux classes dominantes de son pays, à la prochaine lutte, qui ne tardera pas à venir. Dans cette lutte la bourgeoisie sera probablement en face d'une unité organisatrice embrassant les prolétaires communistes de toutes les nations de Tchéco-Slovaquie.

L. REVO.

## La Vie Economique en Russie

### Organisation de l'Industrie

La Direction de l'industrie est assurée actuellement de la façon suivante.

L'organe central qui détermine les programmes de fabrication, qui administre et régleme toutes les branches de l'industrie est le Conseil Supérieur d'Economie Nationale représenté dans les provinces par les Conseils d'Economie Nationale locaux. Chaque branche à son tour est administrée par une Direction Centrale, un Bureau Central ou une Section avec des organes correspondants auprès des Conseils d'Economie Nationale des Provinces. Enfin les diverses entreprises ou groupes d'entreprises sont administrés par des Directions d'Usine et des Directions Régionales.

Tous ces organes ont à leur base les syndicats. Toute l'administration de l'industrie depuis le haut jusqu'en bas est fondée sur les syndicats.

Le Bureau du Conseil Supérieur d'Economie Nationale, actuellement composé de 13 membres, est constitué en accord avec le Conseil d'Etat panrusse des syndicats. Il est ensuite approuvé dans son ensemble par le Conseil des Commissaires du Peuple, son président et son vice-président par le Comité Central Exécutif. Les Bureaux des Conseils d'Economie Nationale Provinciaux, composés de 3 à 7 membres, sont désignés par les Syndicats. Ils sont ensuite confirmés par le Bureau du Conseil Supérieur d'Economie Nationale. Les

Bureaux Centraux et Sections sont désignés par le Bureau du Conseil Supérieur d'Economie Nationale d'accord avec les Comités Centraux des Fédérations Professionnelles correspondantes, et au cas de différend d'accord avec le Bureau du Conseil Central panrusse des Syndicats. Les Directions Régionales sont désignées par des Congrès de représentants des ouvriers des usines intéressées et confirmées par accord entre la section syndicale provinciale et la direction centrale de la branche d'industrie ou le Conseil Provincial d'Economie Nationale, selon que les entreprises appartiennent à la seconde ou à la troisième catégorie. La direction des entreprises isolées est désignée par la Direction Régionale (ou par la Direction Centrale), d'accord avec le Syndicat correspondant.

Ainsi la direction de l'industrie est fondée sur les syndicats : ils participent à l'organisation économique dans la mesure où ils participent à la désignation des appareils directeurs de l'industrie. En pratique certains syndicats se bornent à une participation formelle, en acceptant sans discussion les candidats présentés par les Conseils d'Economie Nationale ; d'autres, et ce sont les plus nombreux, présentent également leurs candidats ; enfin les troisièmes participent encore davantage à la Direction, puisqu'ils s'occupent non seulement de désigner les organes dirigeants, mais de contrôler le fonctionnement des entreprises.

Si l'on examine la participation des masses ouvrières à l'organisation de l'industrie, on doit constater que les ouvriers ont une part active dans la Direction, comme le prouve le tableau suivant :

Organe dirigeant.	Sur ce nombre						
	Effectif	Ouvriers	0/0	Spécialistes	0/0	Employés	0/0
Bureau du Conseil Supérieur d'Economie Nationale et des Conseils Provinciaux ..	187	107	57,2	22	11,8	58	31
Collèges des Directions Centrales, Sections et Bureaux Centraux ....	140	72	51,4	31	22,2	37	26,4
Directions d'Usines ....	1.143	726	63,5	398	34,8	19	1,7
Total .....	1.470	905	61,6	451	30,7	114	7,7

Ainsi 61 % d'ouvriers et parmi eux beaucoup d'administrateurs et organisateurs remarquables, 30 % de spécialistes dont nous ne pouvons pas nous passer, surtout maintenant où de larges perspectives économiques et techniques s'offrent à nous.

Au cours de son histoire la Direction Ouvrière a changé de caractère. Dans les premiers temps on trouvait à la tête, à tous les degrés, des collèges multiples, comprenant des représentants de toutes sortes de services. Cela était nécessaire pour assurer la liaison entre ces services, et aussi à cause de la méfiance des ouvriers envers le personnel administratif et technique : il fallait noyer les représentants de services intéressés dans un nombre double d'ouvriers. Mais à mesure que l'administration se perfectionna et s'unifia il ne fut plus nécessaire d'avoir les représentants des divers services ; le personnel fut aussi choisi de plus en plus de façon à n'éveiller aucune méfiance. On put ainsi se contenter de collègues plus étroits et plus actifs, et de directeurs uniques.

Actuellement l'énorme majorité des entreprises possède une direction unique : sur 2.483, 300 seulement ont conservé un collège.

Le principe de la représentation automatique des divers services est remplacé maintenant par des désignations faites en commun par les organes intéressés et sur la base des indications données par les syndicats ou les organes responsables correspondants. On évite ainsi les tiraillements et les malentendus entre ces organes, puis, que les membres des directions industrielles sont responsables devant l'échelon supérieur de l'administration et devant le Comité central de la Fédération Professionnelle correspondante.

Le Conseil Supérieur d'Economie Nationale se divise en trois grandes sections. Le Bureau, chargé de la direction générale et de la détermination du plan d'ensemble pour chaque année, comprend les six organes suivants :

1° La commission de production, qui reçoit les projets de programme des diverses branches d'industrie, les examine, les coordonne et les présente à l'approbation du Bureau ;

2° Les sections de Finances et de comptabilité, qui examinent les budgets de tous les organes économiques du Centre et des Provinces et répartissent les crédits ;

3° La Commission d'exploitation, qui établit le plan de répartition des produits manufacturés, et qui comprend un représentant du Commissariat de l'Approvisionnement ;

4° Le Conseil de fourniture et de répartition, en voie d'organisation, pour distribuer les pro-

duits manufacturés nécessaires à une autre industrie ;

5° La section de statistique industrielle ;

6° La section extérieure, pour les relations avec les Conseils provinciaux.

Le second groupe est constitué par les sections correspondant aux branches de production. On en compte actuellement 15. Elles ont sous leur direction immédiate les diverses industries : elles mettent à exécution les plans de production, répartissent les matières premières, enregistrent les produits, allouent les crédits, désignent les administrations, etc.

Elles administrent immédiatement les trusts nationaux, c'est-à-dire les entreprises d'importance nationale faisant partie de la première catégorie. Leur liaison avec les provinces est assurée par des sections correspondantes existant dans les Conseils d'Economie Nationale Provinciaux.

Le troisième groupe est constitué par les Sections administrative, juridique, de contrôle, d'édition, etc.

Dans les provinces les diverses sections des métaux, de l'industrie textile, de l'industrie chimique, etc., sont subordonnées au Bureau du Conseil local, mais en même temps à la section correspondante du Conseil Supérieur, auquel elles présentent leurs budgets et dont elles reçoivent des instructions pour la gestion de l'industrie qui leur est confiée sur leur territoire.

Les Conseils d'Economie Nationale locaux dirigent les entreprises de deuxième et de troisième catégories. Ils désignent leur personnel, attribuent les crédits, etc. Les sections des Conseils d'Economie Nationale locaux ont à leur tête des chefs désignés par le Bureau du Conseil d'Economie Nationale d'accord avec les Syndicats correspondants.

L'entrée dans la Fédération Soviétique de l'Ukraine, du Caucase, de l'Oural, de la Sibirie et du Turkestan a amené à créer des organes régionaux possédant sur chacun de ces territoires tous les pouvoirs du Bureau du Conseil Supérieur d'Economie Nationale. Il existe actuellement un Conseil Central d'Economie Nationale au Turkestan, 4 Bureaux Régionaux en Sibirie, Oural, Ukraine et Caucase, et avec les provinces un total de 80 Conseils d'Economie Nationale.

## Etat de la Flotte de Commerce

### 1. Flotte de rivière

En 1920, l'effectif de la flotte de rivière a augmenté en comparaison de l'année précédente. D'après des données incomplètes nous possédons 8.418 bâtiments divers, répartis comme suit :

Genre de bâtiments.	BASSINS							Total
	Marie	Volga	Dniepr	Don-Kouban	Nord-Ouest	Nord	Sibérie	
Vapeurs mixtes ..	53	809	100	11	23	111	196	1.886
Remorqueurs .....	305	128	43	17	—	—	—	—
Vapeurs divers ...	—	64	—	13	—	—	—	77
Bâtiments s. moteur	3.626	1.330	154	63	34	376	527	6.110
Bâtiments-citernes.	—	235	—	5	—	—	—	240
Bâtiments sans moteur divers .....	—	90	—	15	—	—	—	105

Il se trouvait en réparation 317 bâtiments à vapeur et 617 autres. Le pourcentage des bâtiments hors de service a été assez élevé, variant de 15 à 50 %.

Néanmoins, malgré de nombreuses conditions

défavorables et de nombreux accidents d'exploitation, la navigation donna des résultats entièrement satisfaisants et dépassant de beaucoup ceux de l'année précédente : il fut transporté 582.900.000 pouds au lieu de 340.900.000.

**2. Flotte de mer**

Au 1<sup>er</sup> novembre, nous avons 301 bâtiments à vapeur et 382 voiliers d'une capacité totale de 30.382.000 pouds :

REGIONS	Nombre de bâtiments	Capacité
Mer Baltique .....	73	7.404
Mer Blanche .....	63	1.247
Mer Caspienne (bâtiments ordinaires) .....	149	5.260
Mer Caspienne (bâtiments - citernes) .....	100	9.896
Mer Notre .....	157	4.783
Mer d'Azov .....	40	1.042
Côtes du Caucase .....	47	652

Sur les mers Baltique, Blanche, Caspienne, Noire et d'Azov nous n'avons plus aujourd'hui en comparaison du temps de paix que les proportions suivantes :

Vapeurs .....	42 0/0
Voiliers .....	55 0/0
Capacité totale .....	47 0/0

Nous avons en réparation :

Vapeurs .....	846
Péniches en fer .....	203
Bâtiments de bois .....	341

Les transports de la flotte maritime ont également obtenu cette année un succès assez important. Ils ont en tout cas exécuté intégralement tout leur programme. Il a été transporté en tout sur les mers de la République depuis le début de la navigation jusqu'au 15 octobre 1920 147.149.652 pouds et 527.328 voyageurs.

**3. Construction et réparation des bâtiments**

Le programme de constructions navales se divise en deux parties : bâtiments de bois et bâtiments de fer. A la base de la première moitié est placé le principe d'après lequel toute la flotte de rivière doit être ramenée en 5 ans au niveau du temps de paix. D'après le dernier recensement d'avant-guerre toute la flotte de rivière de la Russie d'Europe dans les 4 bassins de la Volga, de la Néva avec les lacs, de la Dvina et du Don, comprenait 16.130 bâtiments sans moteur avec un tonnage total de 1.148.000.000 de pouds. Le nombre des bâtiments qui doivent être construits a été fixé à 8.650 avec un tonnage de 575.000.000 de pouds. Ce programme est réparti sur 5 ans, en tenant compte des difficultés actuelles et de l'amélioration progressive de la situation pendant cette période. Dans la première saison 1920-21 on ne construira que 10 % du programme, et chaque année suivante s'ajouteront 5 % :

Années :	0/0 du programme total	Bâtiments à construire	Tonnage en millions de pouds	0/0 de la flotte par rapport à l'effectif d'avant guerre
1920-21 .....	10	850	50	50
1921-22 .....	15	1.300	175	41
1922-23 .....	20	1.750	120	55
1923-24 .....	25	2.150	150	80
1924-25 .....	30	2.600	180	100
Total .....	100	8.650	575	100

Ce plan sera réalisé cette année dans les régions suivantes :

Vologda .....	200
Nord .....	103
Oka .....	112
Volga I .....	68
Volga II .....	165
Kostroma .....	20
Sibérie .....	39
Total .....	707

Sur ce nombre les ordres de construction sont donnés pour 593 à la date du 1<sup>er</sup> novembre. En comparant ces chiffres avec le programme, et en tenant compte du manque de matériaux et des conditions difficiles de travail, le succès peut être considéré comme satisfaisant.

Faute de fer, les travaux de la seconde catégorie n'ont pas encore été entrepris.

A la base du programme de réparation a été placé le principe que pendant la navigation de 1921 le nombre des bâtiments ne doit pas être inférieur à celui de cette année; pour la flotte maritime, sur la demande du Commissariat du Commerce Extérieur, tout l'effectif sera mis en état vu le manque extrême de tonnage maritime.

En conséquence on réparera 1.045 bâtiments de fer et 341 de bois pour la flotte maritime, 2.650 bâtiments de fer, 6.296 de bois et 393 bateaux citernes pour la flotte de rivière. Les réparations sont réparties selon les catégories suivantes :

	Réparations courantes	Réparations moyennes	Réparations capitales	Total
Vapeurs .....	519/716	175/1.132	152/802	846/2.650
Péniches de fer ...	69/43	48/100	86/250	203/393
Bâtiments de bois...	179/1.630	59/1.781	103/2.835	341/6.260

Le premier chiffre se rapporte aux transports maritimes, le second à la flotte de rivière.

Dans les régions plus rapprochées des centres, c'est-à-dire dans les bassins Marie et de la Volga, le programme était déjà en voie d'exécution en novembre, ailleurs il a été commencé au cours de décembre.

**Le Chauffage des Locomotives au Naphte**

Dès l'occupation de Bakou (28 avril), nos voies ferrées ont entrepris d'adapter les locomotives au chauffage par le naphthé. En fait, 1.604 locomotives sont déjà prêtes. Le plus grand nombre se trouve sur la ligne Riazan-Oural. Sur cette ligne il reste encore à transformer 54 locomotives. Sur la ligne Moscou-Koursk 390 sont déjà prêtes et 53 sont en voie de transformation. Sur la ligne du sud-est 225; sur la ligne Samara-Zlatoust 102, et 118 restent à adapter, dont 86 sont déjà entreprises. La ligne Nicolas a commencé la transformation de 75 locomotives le 14 octobre dernier et au 15 décembre 15 étaient déjà prêtes et 50 en voie de transformation. Sur la ligne de Tachkent 192 locomotives marchent au naphthé, sur celle de Syzrane-Viazma 175. Sur le réseau du Nord 40 sont prêtes sur 105, et sur celui de Riazan 50.

L'alimentation en naphthé s'opère de façon extrêmement satisfaisante. 16.600.000 pouds sont ré-

# Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Aux ordres de Moscou (*Varine*). — Nouvelle période, nouveaux problèmes (*L. Trotsky*). — Une lettre de Jean Longuet à Lénine. — Education Révolutionnaire (*Eden et Cedar Paul*). — Loyauté des Constructeurs.

Les Relations entre Républiques Soviétistes (*Ch. Rakovsky*). — O. Ker arrêté. — Chronique Internationale : Tchéco-Slovaquie (*L. Revo*). — La Vie Economique en Russie (*Ivan*). — Comité de la 3<sup>e</sup> Internationale. — Documents divers.

## Aux ordres de Moscou ?

Charles Rappoport a opportunément rappelé, dans sa *Revue Communiste*, les circonstances dans lesquelles fut votée la fameuse résolution d'Amsterdam, dont les dissidents se réclament et qu'ils opposent aux thèses de Moscou. Depuis 1904, les réformistes accusaient les révolutionnaires de s'être soumis à l'influence allemande parce que la prépondérance incontestable de la social-démocratie dans l'Internationale avait imposé à tous les partis affiliés une charte qui représentait, lors du Congrès d'Amsterdam, un progrès sur la politique opportuniste de la plupart des partis. Depuis le Congrès de Moscou de 1920, les réformistes accusent les communistes de s'être soumis à la tutelle russe, le Parti bolchevik ayant fait prévaloir dans la nouvelle Internationale des thèses qui représentent un énorme progrès sur la charte d'Amsterdam. Après l'Internationale « allemande », voici l'Internationale « russe ».

En fait, la nouvelle Internationale n'est pas plus russe que l'ancienne n'était allemande. Mais les procédés de polémique des réformistes varient peu. Leur imagination stérile ne leur fournit guère de raisons pour expliquer leur discrédit et pourquoi le prolétariat militant se détourne des charlatans de l'opportunisme. Les anathèmes contre la « dictature moscovite » leur tiennent lieu d'argumentation.

Il n'est pas niable que le Parti communiste russe exerce dans l'Internationale Communiste une influence prépondérante. Mais si jamais influence a été légitime, c'est bien celle-là.

Quel Parti socialiste pourrait prétendre à la reconnaissance du prolétariat comme le Parti bolchevik ? Quel parti a consenti à la révolution la même somme de sacrifices ? Quel parti peut présenter des militants comparables aux dirigeants du mouvement révolutionnaire russe ? Quel parti a acquis les connaissances, l'expérience, la pratique du Parti communiste de Russie ?

Avant la guerre, le Parti social-démocrate ouvrier (bolchevik) avait déjà les titres les plus sérieux à un rôle de premier plan. Il était à l'avant-garde dans l'action révolutionnaire du prolétariat russe et dans l'Internationale ouvrière. Il avait subi l'épreuve des répressions, des persécutions tsaristes, il s'y était trempé. Il avait acquis la science du travail politique souterrain, s'était adapté à la fois aux nécessités de l'action occulte et aux besoins de l'action en masse. Son principal théoricien, Lénine, discernait déjà dans les méthodes de la deuxième Internationale les ferments de désagrégation et les podromes de faillite. Au Congrès de Stuttgart, il avait, avec Rosa Luxembourg, fait adopter le mot d'ordre qui prescrivait aux Partis socialistes de mettre à profit les circonstances de guerre pour agiter les couches profondes du prolétariat et précipiter la chute de la domination capitaliste. Mais les contradictions qui paralysaient l'action de l'Internationale n'ont pas permis de le suivre. Pendant la guerre, il fut le premier parti, et le seul, qui sut adopter dès le premier jour l'attitude d'irréductible opposition à la guerre et au régime capita-